

HORS SÉRIE : JUILLET 2018



BP-PP | B-02307
BELGIE(N)
BELGIQUE

Bureau de dépôt : Bruxelles X.
N° d'agrégation P201042
Adresse de l'expéditeur
Rue Coenraets, 68
1060 Bruxelles

RAPPORT ANNUEL 2017



SOMMAIRE

Page 3	INTRODUCTION
Pages 4-5	NOS THÉMATIQUES
Page 6	EN CHIFFRES
Page 7	CARTE DES PARTENAIRES
Page 8	BURUNDI
Page 9	RD CONGO
Page 10	BOLIVIE
Page 11	COLOMBIE
Page 12	BURKINA FASO
Page 13	SÉNÉGAL
Page 14	MAROC
Page 15	PALESTINE
Page 16-17	MOBILISATION ET PLAIDOYER
Page 18	RÉCOLTE DE FONDS
Page 19	FINANCES



SOLSOC est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement durable dans les pays du Sud. Elle est aussi l'organisation de Solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations les plus démunies et les plus vulnérables de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc mène un travail d'information et de mobilisation du public en partenariat avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Rue Coenraets, 68 -
1060 Bruxelles

Tel : +32 (0)2 505 40 70
Email : info@solsoc.be

[facebook.com/SolsocASBL](https://www.facebook.com/SolsocASBL)
twitter.com/Solsoc

Présidente : Delphine HOUBA • Vice-présidents : François MARLIER, Jean-François RAMQUET • Secrétaire : Marie-Caroline COLLARD
• Trésorier : Willy TAMINIAUX. Administrateurs : Brahim BENHADDOU, Jacques BOURGAUX, Dominic BRUMAGNE, Sébastien CHOQUET, Marie-Caroline COLLARD, Etienne GODIN, Gwenaëlle GROVONIUS, Martini HAGIEFSTRATIOU, Delphine HOUBA, Gabrielle JOTTRAND, Rafaël LAMAS, François MARLIER, Jean-François RAMQUET, Willy TAMINIAUX, Philippe VAN MUYLDER, Olga ZRIHEN-ZAARI
Imprimerie Nuance 4 s.a. www.nuance4.be • Graphisme : www.dirk.studio
Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 – 1060 Bruxelles



Solsoc est membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution.

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données



INTRODUCTION

ÉVOLUTION DU CONTEXTE DE LA COOPÉRATION

UN CONTEXTE INTERNATIONAL CHAOTIQUE

Le contexte international a été marqué par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis et par l'intensification des conflits et des crises humanitaires au Moyen-Orient et en Afrique. Le premier événement marque un tournant dans les relations internationales et met en péril le système multilatéral. Le second phénomène rend le voisinage européen de plus en plus instable et dangereux. Si l'aide mondiale au développement a atteint le montant record de 142,6 milliards USD en 2016, cette augmentation n'a toutefois pas bénéficié aux pays les plus pauvres, qui ont enregistré une baisse de 4% de l'aide au développement. L'aide est en effet de plus en plus mobilisée pour enrayer les flux migratoires, répondre aux crises humanitaires d'urgence et mobiliser le secteur privé dans les pays à revenu intermédiaire, plutôt que pour financer des programmes de développement dans les pays les moins avancés. Relevons également la suspension de l'aide bilatérale de plusieurs donateurs, dont la Belgique, au Burundi au vu du contexte politique lié au 3ème mandat contesté de son Président Nkurunziza. Cette suspension, ainsi que la dégradation de la situation, a des conséquences humanitaires désastreuses sur l'ensemble de la région et risque de s'étendre à la RDC.

LA BELGIQUE, DE PLUS EN PLUS MAUVAIS ÉLÈVE EUROPÉEN EN MATIÈRE D'APD .

Le budget de l'aide belge au développement n'a fait que diminuer depuis 2010 : de 0,64%, le pourcentage du revenu national brut attribué à l'aide au développement a chuté jusqu'à 0,45% en 2017 selon les derniers chiffres de l'OCDE, soit une baisse cumulée de 30%. Avec les coupes supplémentaires prévues par le gouvernement belge jusqu'à la fin de la législature¹, le chiffre officiel de l'aide belge au développement diminuera encore pour n'atteindre que 0,38% du RNB en 2019 selon les estimations du Comité d'aide au développement de l'OCDE². C'est d'autant plus inquiétant que la Belgique fait partie des neuf pays de l'OCDE dont plus de 10% de l'aide servent à financer l'accueil des demandeurs d'asile (un financement nécessaire mais déduit des

programmes de développement dans les pays pauvres...). Malgré une légère baisse, ces frais d'accueil en Belgique représentent en 2017 plus de 14% de l'aide belge.

DES COUPES QUI TOUCHENT À LA FOIS LES ACTEURS GOUVERNEMENTAUX ET NON-GOUVERNEMENTAUX

Les coupes de 2017 ont en effet amputé l'enveloppe destinée au secteur de la coopération bilatérale indirecte de 17 millions d'euros en 2017. Ce secteur porté par les Acteurs de la Coopération non Gouvernementale avait été épargné jusqu'à présent. La Coopération technique Belge (CTB), instrument de la coopération bilatérale directe, a vu quant à elle son budget passer de 182 millions en 2016 à 150 millions en 2017.

UNE COOPÉRATION QUI PRIVILÉGIE LE SECTEUR PRIVÉ

Une autre évolution notable est l'utilisation croissante de l'APD belge comme levier de mobilisation de fonds privés. Cette pratique n'offre malheureusement pas toujours toutes les garanties quant à l'adaptation au contexte des pays partenaires, le respect des principes de l'efficacité de l'aide et la contribution au développement durable. La Belgique a par exemple supprimé le Fonds belge de survie destiné au soutien de l'agriculture familiale et adopté une nouvelle note stratégique Agriculture et sécurité alimentaire qui privilégie les exploitations familiales à potentiel commercial mais ne propose pas de solution durable aux 30 à 60% de petits paysans et de ménages sans terre. L'actuel Ministre de la Coopération encourage la pratique du blending, qui consiste à utiliser l'APD comme levier pour attirer des investissements privés dans les pays en développement. Malheureusement, seuls 5% de ces investissements ont bénéficié aux pays les plus pauvres. De plus, le blending n'est pas suffisamment assorti de mesures garantissant le respect des principes de l'efficacité de l'aide, des normes sociales et environnementales ainsi que des droits humains.

¹ Voir Intro rapport 2017 sur l'aide belge au développement ; CNCD 11.11.11

² OCDE, Development aid stable in 2017 with more sent to poorest countries, 9 avril 2018

NOS THÉMATIQUES

► LE TRAVAIL DÉCENT

Le travail décent est un concept développé par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Il garantit des moyens suffisants pour satisfaire des besoins humains essentiels. Il repose sur **quatre piliers** : **la création d'emploi et de moyens de subsistance durables, les droits des travailleurs, la protection sociale et le dialogue social**. Il implique l'élimination du travail forcé, l'abolition du travail des enfants, l'élimination de la discrimination de race ou de genre en matière d'emploi, etc

Au travers du Programme 2017-2021 « Travail Décent » mis en œuvre conjointement par FOS, IFSI/ISVI et SolSoc avec l'appui des Centrales Générale et Horval de la FGTB FGTB et des Mutualités socialistes, nos organisations entendent promouvoir la mise en œuvre des différents piliers du travail décent pour les travailleurs et les travailleuses du Sud et du Nord.



► LA PROTECTION SOCIALE

La protection sociale est un système d'assurance individuelle basé sur la solidarité et sur une responsabilité collective de la société. La protection sociale est un droit universel, inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme depuis 1948. Pourtant, seulement 27 pour cent de la population mondiale bénéficient d'une couverture sociale correcte et plus de 50 pour cent n'en ont aucune. Dans les pays en développement, elle a récemment émergé comme un cadre d'action pour lutter contre les inégalités sociales.

Pour SolSoc, il est fondamental de renforcer ce cadre et aussi de le protéger dans les pays où les systèmes de protection sociale sont fragiles ou en voie de privatisation. C'est pourquoi, avec l'appui de l'UNMS et les fédérations Solidaris (WAPI, Solidaris Charleroi, Solidaris Liège, Mutualité du Brabant), SolSoc soutient l'extension des mutuelles de santé communautaires et leur mise en réseau afin de mieux défendre les politiques de santé publique dans les secteurs formels et informels, et l'Assurance Maladie Universelle (AMU). Avec ses partenaires syndicaux, à savoir différentes composantes de la FGTB-ABVV, SolSoc contribue aussi à renforcer la mise en place d'initiatives et de systèmes qui garantissent des droits économiques et sociaux et une sécurité du revenu de base dans les pays du Sud.



© Géraldine Georges

► L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Tant au Nord qu'au Sud, l'économie sociale et solidaire constitue plus que jamais un pan significatif des économies nationales. Alternative économique au modèle néo-libéral, elle promeut un système basé sur la participation démocratique et la solidarité, plutôt que sur la compétition et la recherche du profit à tout prix.

Pour SolSoc, l'économie sociale et solidaire constitue une réelle stratégie de création d'emplois décents et de lutte contre les inégalités sociales et l'exclusion. Elle entend donc renforcer les capacités des ONG partenaires du Sud, coopératives et autres initiatives d'économie sociale et solidaire pour créer des emplois durables, rémunérateurs et de qualité avec un focus sur les jeunes.

Ces initiatives sont soutenues par SolSoc au Sénégal, au Burkina Faso, en RDC, au Burundi, en Bolivie, en Colombie et au Maroc avec l'appui des assurances P&V.



► LA DÉMOCRATIE, LES DROITS HUMAINS ET LA PARTICIPATION

Pour SolSoc, le développement passe nécessairement par le respect des droits humains et de la démocratie. C'est pourquoi nous soutenons la participation des organisations de la société civile et en particulier des jeunes et des femmes à la définition des politiques publiques qui les concernent. Qu'elles soient sociales, agricoles ou commerciales.

SOLSOC ET SES PARTENAIRES NORD ET SUD DÉFENDENT :

- Le Droit international et l'application des résolutions de l'ONU
- Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en toute indépendance et souveraineté
- Le droit à la réparation pour les populations victimes de violations de leurs droits ou d'atteinte à leur intégrité physique ou morale
- L'égalité des droits entre hommes et femmes
- Le respect des normes sociales et environnementales dans les traités de commerce internationaux
- Le droit à une alimentation adéquate et durable et le droit à la terre



SOLSOC C'EST...

▶ **24**
ORGANISATIONS
SUD PARTENAIRES

▶ **310**
ASSOCIATIONS
LOCALES OU RÉSEAUX
SOUTENUS

▶ **DANS 8** PAYS D'AFRIQUE,
D'AMÉRIQUE LATINE, EN
PALESTINE ET EN BELGIQUE

▶ **15** PLATEFORMES
DE SENSIBILISATION
ET DE PLAIDOYER
AUXQUELLES SOLSOC
PARTICIPE EN
BELGIQUE

▶ **1.701.894** EUROS DANS
LE CADRE DE NOTRE PROGRAMME
DE SENSIBILISATION ET DE
PLAIDOYER EN BELGIQUE

▶ **17.083.521** EUROS
D'APPUI À SES PARTENAIRES
SUD DANS LE CADRE DE NOTRE
PROGRAMME 2017-2021

▶ **673** DONATEURS

▶ **17** PERMANENTS

▶ **DES COLLABORATIONS AVEC 8**
ORGANISATIONS DE L'ACTION COMMUNE
SOCIALISTE (FGTB, FPS, MJS, MULTIPHARMA,
PAC, PS, P&V, SOLIDARIS)

LA CARTE DES PARTENAIRES



BURUNDI

CONTEXTE

Ce petit pays d'Afrique centrale connaît une crise politique depuis que le président Nkurunziza a décidé en 2015 de briguer un troisième mandat. En 2017 une relative stabilité s'était installée, permettant aux organisations partenaires de travailler plus sereinement, menacée par la tenue prochaine du référendum sur une réforme constitutionnelle controversée. L'État manque toujours de devises suite à la réduction des aides bilatérales et les produits importés restent très chers, de même que les produits de première nécessité, aggravant encore la situation des plus vulnérables. Les agriculteurs burundais en font partie, notamment les caféiculteurs qui subissent les changements climatiques et la tendance baissière des cours mondiaux du café.

NOTRE ACTION

Le programme quinquennal de Solsoc au Burundi contribue à l'avancement de 3 piliers du travail décent: la protection sociale, la défense des droits des travailleurs(euses), et la création d'emplois. Solsoc appuie 27 mutuelles de santé accompagnées par ADISCO. Les difficultés rencontrées par celles-ci sont énormes suite à la concurrence de la Carte d'Assistance Médicale, presque gratuite, car subsidiée par l'État. Un travail important d'harmonisation entre les acteurs mutualistes, ainsi que du plaidoyer en faveur d'une meilleure protection sociale est mené par la PAMUSAB avec l'appui de la plateforme MASMUT. Solsoc soutient aussi des coopératives multi filières afin qu'elles soient plus autonomes. Le travail de plaidoyer ainsi que la communication et la mobilisation des caféiculteurs membres de la CNAC est également inscrit dans le programme. Toutes ces initiatives sont renforcées grâce aux formations des leaders des mutuelles et des coopératives à l'Université Populaire Haguruka, devenue une référence locale en la matière. Enfin, Solsoc participe à la défense des droits des travailleurs(euses) en s'appuyant sur la FEBUTRA. Grâce au soutien de la FGTB HORVAL, 9 syndicats ont été mis en place dans le secteur agroalimentaire formel et informel pour y former les membres et les leaders, y assurer l'éducation syndicale et soutenir leur dialogue social.

« Nous récoltions très peu et étions vulnérables. Lorsqu'une dépense imprévue arrivait, pour notre santé ou pour l'école, nous étions obligées de vendre directement notre production et après il ne nous restait plus rien. Dès que nous avons reçu la formation de l'Université Populaire Haguruka pour améliorer nos exploitations, notre production a augmenté, nous avons eu de quoi manger, de quoi aider les autres et même du surplus à vendre. De plus, nous épargnons dans le cadre d'un Fonds pour les intrants gérés par la coopérative. Ce fonds génère des petits bénéfices qui nous sont redistribués. Tous ces services nous aident beaucoup ! » Stéphanie Siboniyo, agricultrice et membre d'une coopérative appuyée par ADISCO

4 PARTENAIRES
**36 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**429.178 €
D'APPUI ANNUEL**

RDC

CONTEXTE

L'année 2017 en RD Congo a confirmé la dégradation des conditions de vie de la population amorcée depuis 2014. Le pays s'enlise dans une crise politique qui pourrait devenir explosive. L'accord signé entre l'opposition, la majorité présidentielle et la société civile le 31 décembre 2016 n'a pas été respecté. La réduction des libertés individuelles, les interpellations et arrestations arbitraires des acteurs de la société civile et la répression violente des manifestations d'expression démocratique sont de plus en plus inquiétantes. La montée de l'insécurité dans cinq provinces déclenche une crise humanitaire sans précédent et le déplacement massif des populations. L'absence de politique agricole à l'Est maintient les agriculteurs dans la pauvreté. Sur le plan économique, la chute du cours mondial des matières premières a signifié moins de rentrées et donc une baisse du budget.

NOTRE ACTION

Le programme 2017-2021 de Solsoc renforce les capacités de ses partenaires (CENADEP, CRAFTOP et la Plateforme Diobass) actifs en matière de mobilisation citoyenne et de plaidoyer pour l'amélioration des conditions de travail et une meilleure protection sociale, en particulier pour les jeunes et les femmes. Concrètement, grâce au soutien de Solidaris Liège, l'UNMS et Multipharma, le programme permet d'accompagner 3 mutuelles de santé pour qu'elles agissent pour plus de qualité dans les soins de santé. La Centrale Générale par le biais de Co-valent appuie, au travers de Solsoc, des organisations de paysan(ne)s, de jeunes et des comités de marchés urbains pour qu'ils améliorent et diversifient leurs productions et services, et ainsi évoluent vers des entreprises d'économie sociale et solidaire. De plus, elle soutient des dynamiques d'action citoyenne pour qu'elles influencent les politiques publiques à tous les niveaux et qu'elles soient un canal de communication entre la population et les autorités compétentes pour les thématiques traitées et la lutte contre la corruption. Avec l'appui de Bruxelles Environnement, un projet de mobilisation communautaire et de promotion d'actions visant à réduire les impacts du changement climatique est mis en œuvre à Kinshasa.

Moi, MONOTE ETOZA, père de 6 enfants, commence à améliorer les conditions de vie de ma famille. En ma qualité de réparateur de motos, j'ai dépensé beaucoup d'argent pour faire accéder ma famille aux soins de santé. Compte tenu de mes possibilités financières assez maigres, j'ai été obligé de m'endetter auprès de tierces personnes ou de pratiquer l'automédication. Aujourd'hui, avec ma carte de membre de la LONALO, que je qualifie de « laissez-passer », toute ma famille accède à des soins de santé de qualité à n'importe quel moment. Nous sommes tous bien accueillis au niveau des formations sanitaires et traités avec considération et respect.

Monote Etoza, membre de la mutuelle de santé Lonalo

3 PARTENAIRES
**37 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**585.011 €
D'APPUI ANNUEL**

BOLIVIE

CONTEXTE

L'année 2017 a été marquée par la polarisation de la société bolivienne, suite à la décision du Tribunal Constitutionnel d'accepter la 3e candidature d'Evo Morales aux élections présidentielles de 2018, une décision qui va à l'encontre de la Constitution bolivienne. Les mouvements sociaux et syndicaux sont confrontés à d'importantes difficultés, notamment à cause de la volonté du gouvernement de les aligner sur ses propres politiques. Au niveau économique, la contrebande et l'ouverture aux marchés chinois entraînent la fermeture des entreprises nationales et l'augmentation du chômage et du nombre de travailleurs dans le secteur de l'économie informelle. En ce qui concerne l'industrie, Evo Morales prône l'élargissement des terres cultivables pour l'agrobusiness, ce qui est peu cohérent avec son discours du « Bien vivre », censé promouvoir l'agriculture familiale!

NOTRE ACTION

Le programme quinquennal mené en partenariat avec FOS et FUNDASUR, PASOS et REMTE en Bolivie, vise à améliorer les conditions de travail, l'accès à la protection sociale et de meilleures conditions de vie pour les travailleurs(euses), les producteurs, les jeunes et les femmes en Bolivie, au travers d'initiatives d'économie sociale et solidaire et de l'appui à trois syndicats grâce au soutien de la FGTB Horval, tout en y intégrant les aspects d'équité de genre et le respect de l'environnement. Nos partenaires boliviens renforcent les capacités des communautés et des travailleurs(euses) et créent des alliances entre les organisations engagées pour le travail décent et d'autres acteurs internationaux. Des organisations locales sont renforcées afin qu'elles se transforment en véritables acteurs de changement et se mobilisent ensemble pour obtenir des normes de travail décentes, l'implémentation des réglementations existantes et, enfin, la promotion d'initiatives d'économie sociale et solidaire, qui permettent de créer de l'emploi autosuffisant, un salaire et des conditions de vie dignes pour les travailleurs(euses) des zones rurales.

UNE ALIMENTATION PLUS Saine POUR DU LAIT DE MEILLEURE QUALITÉ

L'Association de Producteurs de Lait de la Municipalité de Yotala, situé à 18km de la Capitale bolivienne, a été créée en 2013. C'est en 2016 que l'Association a développé ses premiers contacts avec FUNDASSUR. Un projet intéressant a alors vu le jour : les membres de l'association ont participé à plusieurs formations/ateliers sur l'économie sociale et solidaire. Ces derniers leur ont permis d'identifier les problèmes au niveau de la production et de déterminer les priorités. L'équation est simple : en fournissant une alimentation équilibrée aux vaches, on obtient un lait de meilleure qualité et une production plus significative. Les résultats attendus ont été obtenus ! En outre, grâce aux cotisations, les membres ont également la possibilité d'engager un vétérinaire en cas d'urgence. Prochain défi : fournir une alimentation équilibrée aux porcs, poules et poissons et identifier d'autres canaux de commercialisation pour ces nouvelles productions.

4 PARTENAIRES
**29 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**351.759 €
D'APPUI ANNUEL**

COLOMBIE

CONTEXTE

À l'issue de plus de 4 ans de négociations, en septembre 2016, le Président colombien Juan Manuel Santos a signé un Accord de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Mais malgré les déclarations de bonnes intentions gouvernementales, la mise en place des Accords est très lente. Selon l'Observatoire de l'Implémentation des Accords de paix, seuls 18.5% de l'Accord ont été accomplis en novembre 2017. En ce qui concerne la situation sur le terrain, elle ne s'est pas améliorée : les communautés continuent à être victimes de violations de leurs droits, la présence de paramilitaires s'étant intensifiée suite au retrait des FARC, elles ont beaucoup de difficultés à récupérer leurs terres, malgré les décisions juridiques. Les défenseurs des droits humains et environnementaux, les représentants syndicaux et les organisations de la société civile sont, quant à eux, victimes de stigmatisation, de marginalisation et de fréquentes menaces.

NOTRE ACTION

Dans le cadre d'un contexte post-conflit particulièrement décisif pour la reconstruction du pays, Solsoc, en collaboration avec FOS et IFSI, cherche à renforcer une série d'acteurs de la société civile qui développent différentes alternatives sociales, politiques et économiques. Avec des organisations partenaires locales, nous cherchons à créer des conditions de travail et de vie dignes pour les travailleurs et les populations marginalisées. Dans le contexte colombien, il est également important de renforcer la mobilisation des mouvements sociaux au niveau national et international. L'objectif est la reconnaissance d'acteurs sociaux tels que les syndicats grâce au soutien de la FGTB HORVAL, le mouvement paysan, les communautés locales, ainsi que de nouvelles formes d'expression sociale et politique. Ensemble ils peuvent constituer un mouvement social à même de reconstruire un jour une nouvelle nation colombienne, respectueuse des droits humains et du droit international.

LA PROMOTION DES FEMMES DANS L'AGRICULTURE FAMILIALE

En Colombie, depuis 2016, une campagne intitulée « Du champ à la ville – Je soutiens l'agriculture familiale et ses marchés » a été développée par le Réseau National de l'Agriculture Familiale (RENAF). Après avoir constaté la difficulté pour les paysan(e)s de commercialiser leurs produits, le RENAF décide de les soutenir et de promouvoir l'agriculture familiale en développant, en partenariat avec des organisations de la société civile colombienne dont ATI, un réseau de marchés urbains et locaux. En décembre 2017 on décomptait déjà 57 marchés mis en place dans différents départements en Colombie, plus de 1700 producteurs soutenus, dont plus de 40% de femmes.

2 PARTENAIRES
**7 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**218.431 €
D'APPUI ANNUEL**

BURKINA FASO

CONTEXTE

Fin 2014, la population burkinabè se soulève et chasse le président Blaise Compaoré au pouvoir depuis 27 ans. Le Burkina Faso amorce alors un tournant majeur de son histoire politique et démocratique. Après quelques tumultes politiques, en 2017 le climat d'inquiétude et de revendications populaires fait place à une certaine stabilité. Les défis socio-économiques restent toutefois énormes : la plupart des emplois relèvent de l'économie informelle et sont extrêmement précaires. La question économique s'articule autour de l'enjeu de la protection sociale pour toutes et tous. A l'instar d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, les organisations syndicales encore assez fragmentées peinent à jouer leur rôle pour faire respecter les droits des travailleurs(euses).

NOTRE ACTION

Solsoc et trois organisations partenaires au Burkina Faso, ASMADE, UMUSAC et UCRB, travaillent ensemble à étendre la protection sociale, favoriser la création d'emplois durables avec des revenus viables et améliorer les droits du travail pour les travailleurs et travailleuses de l'économie informelle et du monde rural, et plus particulièrement les jeunes et les femmes, ainsi que du secteur de l'agroalimentaire. Pour ce faire, le programme renforce, grâce à l'appui de la FGTB Horval, de l'UNMS et de WBI, quatre types de groupes cibles (des mutuelles de santé ainsi que leurs unions régionales, une plateforme nationale d'acteurs mutualistes, un réseau d'associations de transformatrices de produits agroalimentaires et une plateforme de fédérations syndicales du secteur agroalimentaire) aux niveaux organisationnel, technique (gestion et digitalisation), thématique et politique. L'objectif : qu'ils représentent une véritable force de mobilisation et qu'ils puissent revendiquer l'extension de leurs droits sociaux, politiques et économiques auprès des décideurs.

« La mutuelle de santé nous facilite la vie. Avant, quand nous tombions malades, nous avions peur de nous rendre à l'hôpital. Depuis que la mutuelle de santé existe, tout est plus facile. Les prix des médicaments sont réduits : par exemple pour un médicament qui coûte 1500 FCFA, tu paies moins de 500 FCFA. Maintenant je n'ai plus peur d'aller à l'hôpital. Lorsque je pars en voyage, j'ai l'esprit tranquille, parce que ma famille est en sécurité. »

Rasmané SAWADOGO, bénéficiaire de la mutuelle de santé de Nagréongo

3 PARTENAIRES
63 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES
256.489 €
D'APPUI ANNUEL

SÉNÉGAL

CONTEXTE

Suite aux élections législatives de juillet 2017, le nouveau gouvernement comprend un ministre de l'Économie dont une direction est en charge de l'économie sociale et solidaire. Un Plan Sénégal Emergent (PSE) prend maintenant en compte toutes les politiques publiques du Sénégal jusqu'en 2035. Sa Politique nationale sanitaire est en phase avec le programme de Solsoc et le contexte politique est favorable au développement des mutuelles de santé. Il est cependant regrettable qu'aucun représentant du mouvement mutualiste ne soit associé au Haut Conseil des collectivités territoriales (HCCT) alors que ce devrait être un espace de dialogue social. La situation socio-économique est toujours très préoccupante et de nombreux efforts sont encore à fournir pour faire du Sénégal une société inclusive, créatrice d'emplois durables et donnant accès à une protection sociale pour toutes et tous.

NOTRE ACTION

Solsoc et ses deux organisations partenaires au Sénégal, l'ONG GREEN et le réseau Oyofal Paj, travaillent ensemble à étendre la protection sociale et à améliorer les droits du travail pour les travailleurs et travailleuses de l'économie informelle et du monde rural, et plus particulièrement les jeunes et les femmes en favorisant la création d'emplois avec des revenus viables. Pour ce faire, le programme renforce quatre types de groupes cibles: des mutuelles de santé grâce à l'appui de l'UNMS et Solidaris (Régionales de « Mons Wallonie Picarde », « Centre, Charleroi, Soignies » et « Brabant Wallon »), ainsi que leurs unions départementales et régionales, des réseaux d'initiatives d'économie sociale et solidaire et des mouvements de jeunes. Un appui organisationnel, technique, thématique et politique leur permettra de représenter une véritable force de mobilisation et de jouer pleinement leurs rôles respectifs dans l'extension de leurs droits sociaux, politiques et économiques.

L'association Fass Diom (S'armer de courage) est née en 2001 de la volonté de 11 groupements de promotion féminine. Fass Diom a fait de la transformation et la commercialisation de la noix d'anacarde son activité principale. Aujourd'hui, notre association Fass Diom regroupe 18 groupements pour un total de 674 femmes et 13 hommes. La collaboration avec Solsoc et GREEN Sénégal nous a permis d'améliorer sensiblement le procédé de transformation. La chaîne de valeur anacarde au Sénégal a un faible niveau d'organisation. Ainsi avec GREEN et le fonds National de Développement Agrosylvopastoral, une interprofession a été mise en place pour mettre en relation les différents acteurs de la filière.

Nogaye Sow, Secrétaire générale de Fass Diom

2 PARTENAIRES
56 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES
158.464 €
D'APPUI ANNUEL

MAROC

CONTEXTE

Après le « printemps marocain » de février 2011 et une réforme constitutionnelle impulsée par la monarchie, le dialogue social avec la société civile s'est rapidement évanoui. Au Maroc, l'expansion du secteur privé, via des investissements étrangers, s'opère au détriment du secteur public. Le taux de chômage, surtout parmi les jeunes, ne cesse d'augmenter tandis que celui de scolarisation, notamment des filles, reste très faible. Depuis fin 2016, on assiste à de nouvelles mobilisations populaires. Initialement déclenchées dans le Rif, en réaction à la mort accidentelle d'un jeune poissonnier qui voulait empêcher la destruction de sa marchandise saisie par la police, elles se sont étendues à d'autres régions du pays. Ces revendications sociales portent sur la fin de la corruption, la construction d'hôpitaux, d'universités, la création de services publics et d'emploi, la promotion d'équipements culturels et de loisirs et enfin, sur l'arrêt des expropriations des terres collectives.

NOTRE ACTION

Au Maroc, Solsoc et 3 organisations partenaires, l'AFAQ, AJR et l'IFAAP appuient des associations de quartier de Casablanca et des Initiatives d'économie sociale et solidaire, avec le soutien des assurances P&V, afin de les renforcer sur le plan technique, stratégique et politique. Ce soutien permet également de créer des espaces de concertation avec d'autres acteurs au niveau local, national et international autour de la promotion de l'écosol et de l'accès à la protection sociale pour tous, en particulier les jeunes et les femmes. Concrètement, 15 associations et 20 initiatives d'économie sociale et solidaire de 6 quartiers du Grand Casablanca sont concernées par cet appui. Elles développent des projets de quartier sur base des besoins exprimés par les citoyens dans les domaines de la santé, la jeunesse, l'éducation, l'économie sociale et solidaire, l'égalité des chances, l'environnement et l'accès aux services publics. Enfin, la dimension de plaidoyer politique est particulièrement présente au Maroc. Solsoc et ses partenaires sont en effet soucieux de relayer vers les pouvoirs publics les préoccupations des jeunes et des femmes, les incluant ainsi dans les politiques qui les concernent et les impliquant dans les processus de décisions.

« Je suis divorcée avec deux enfants. J'ai participé à des rencontres organisées par l'association Nass Labita. Ces rencontres rassemblaient une cinquantaine de femmes du quartier. J'étais parmi les 4 femmes sélectionnées pour bénéficier d'une unité de production de pâtisserie, nous avons même été encouragées par le reste du groupe ! On avait hâte de commencer... ! L'association a bien insisté sur le fait qu'il fallait être solidaires entre nous pour faire réussir notre projet. Aujourd'hui, on est débordées par les commandes et nous songeons à agrandir notre projet pour pouvoir répondre à de plus gros clients ».

Aziza Souissi, maman pâtissière du quartier Mohammadia à Casablanca

3 PARTENAIRES
30 ORGANISATIONS
LOCALES SOUTENUES
134.258 €
D'APPUI ANNUEL

PALESTINE

CONTEXTE

2017 a marqué les 50 ans de colonisation illégale que vivent les Palestiniens, subissant douloureusement les impacts de celles-ci au quotidien. Les jeunes, qui constituent le cœur de la future société palestinienne, se voient limités dans leurs déplacements dans le pays, surveillés dans leurs activités quotidiennes et régulièrement arrêtés arbitrairement. En 2017, les autorités palestiniennes en Cisjordanie et le Hamas à Gaza intensifient les restrictions à la liberté d'expression. Les tensions entre le gouvernement palestinien et la société civile ne cessent de croître. En mai, les autorités de Cisjordanie informent Israël qu'elles ne régleraient que 70 % de la facture en électricité de Gaza, car le Hamas ne leur remboursait pas les sommes dues. À la suite de cette décision, l'approvisionnement en électricité à Gaza, qui était en moyenne de huit heures par jour, n'a plus été assuré que de deux à quatre heures par jour. En octobre, un accord de réconciliation a été signé entre le Hamas et le Fatah, en vue de mettre un terme à la fracture ouverte depuis 10 ans entre la Cisjordanie et Gaza.

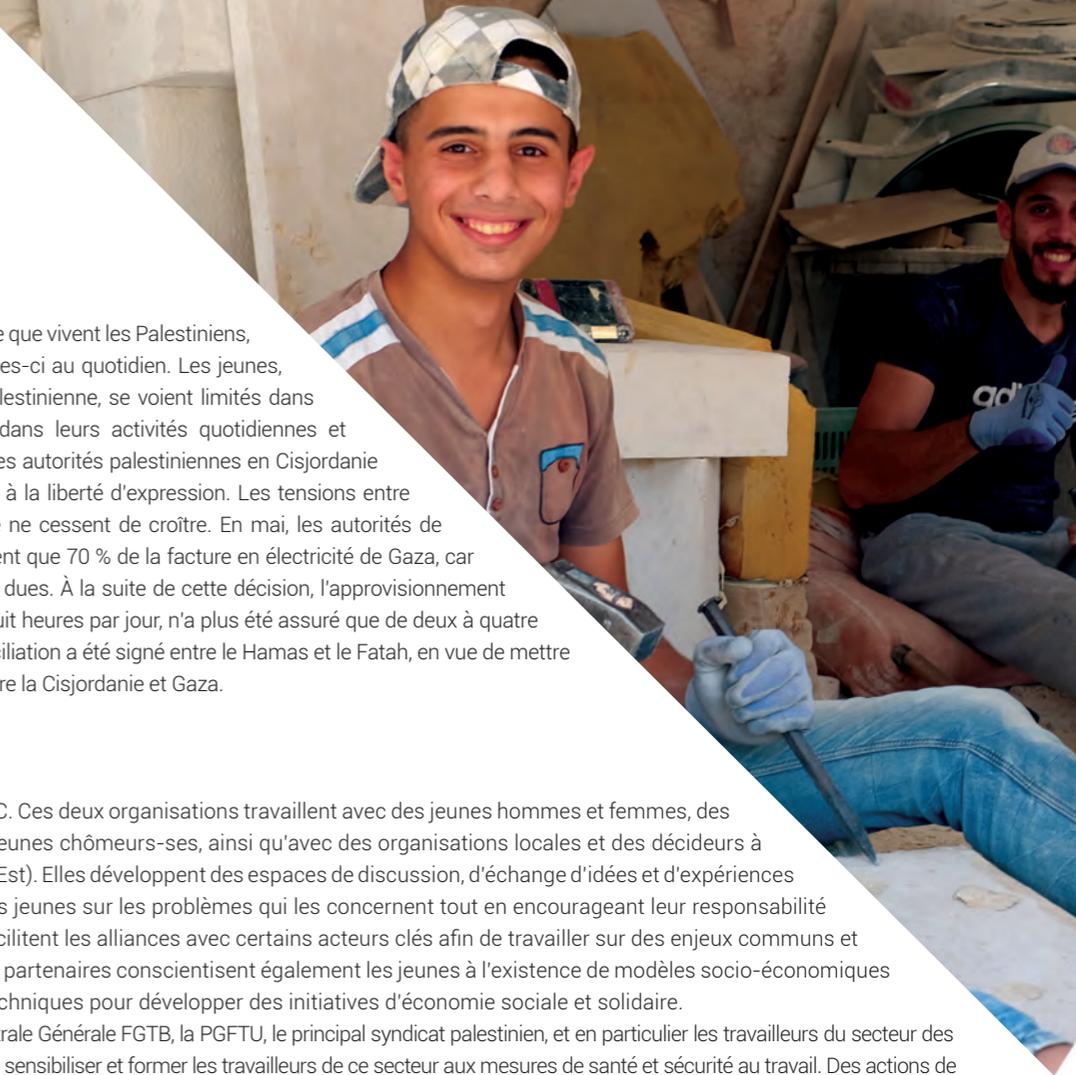
NOTRE ACTION

En Palestine, Solsoc travaille avec Ma'an et PAC. Ces deux organisations travaillent avec des jeunes hommes et femmes, des étudiant-e-s, des jeunes employé-e-s et des jeunes chômeurs-ses, ainsi qu'avec des organisations locales et des décideurs à Gaza et en Cisjordanie (y compris à Jérusalem Est). Elles développent des espaces de discussion, d'échange d'idées et d'expériences pour renforcer le positionnement pacifique des jeunes sur les problèmes qui les concernent tout en encourageant leur responsabilité sociale et leur participation citoyenne. Elles facilitent les alliances avec certains acteurs clés afin de travailler sur des enjeux communs et de se réapproprier l'identité palestinienne. Nos partenaires conscientisent également les jeunes à l'existence de modèles socio-économiques alternatifs et renforcent leurs compétences techniques pour développer des initiatives d'économie sociale et solidaire. Solsoc soutient également, avec l'appui de la Centrale Générale FGTB, la PGFTU, le principal syndicat palestinien, et en particulier les travailleurs du secteur des carrières de pierre. L'objectif du programme est de sensibiliser et former les travailleurs de ce secteur aux mesures de santé et sécurité au travail. Des actions de plaidoyer sont également menées pour améliorer le respect des droits des travailleurs, notamment l'application, voire l'extension du Code du travail.

« Othman Aghbar, un travailleur syndiqué bénéficiaire du programme, est particulièrement attentif aux normes de sécurité et de santé au travail depuis le début du programme. Il a lui-même été victime d'un accident de travail où il a failli perdre une jambe. Aujourd'hui il redouble d'attention auprès des travailleurs qui sont sous sa responsabilité grâce aux mesures de santé et sécurité au travail initiées et encadrées par le programme. Il est très à l'écoute de nos propositions, et participe activement à nos réunions et activités. Triste mais vrai, chaque accident de travail encourage les travailleurs à s'engager syndicalement et à suivre notre programme de plus près ».

Ghada Abu Ghalyoun, coordinatrice de projet au sein de la PGFTU à Naplouse.

3 PARTENAIRES
52 ORGANISATIONS
LOCALES SOUTENUES
240.122 €
D'APPUI ANNUEL



LA MOBILISATION ET LE PLAIDOYER EN BELGIQUE

En Belgique, Solsoc relaie les préoccupations et les revendications des organisations partenaires du Sud. C'est ensemble qu'ils se proposent de mobiliser le public européen sur les enjeux Nord/Sud, la construction de relations mondiales justes et équilibrées et de nouveaux paradigmes pour un développement solidaire et durable. L'ONG mène un travail d'information et de mobilisation du public en partenariat avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs politiques et philosophiques de solidarité et de justice sociale. Ces organisations sont : la FGTB, Solidaris, les FPS, le MJS, PAC, le CNCD-11.11.11, ainsi que d'autres organisations de la société civile belge concernées par les enjeux de solidarité internationale. Parce que le monde ne changera pas si d'autres politiques sociales, économiques et financières ne sont pas mises en œuvre, Solsoc mène un travail d'interpellation des décideurs politiques belges et européens afin de relayer les revendications et préoccupations de ses partenaires Sud, en particulier en ce qui concerne la Colombie, la Palestine et l'Afrique Centrale, où l'ONG intervient et où les droits humains sont particulièrement bafoués. Afin de donner davantage de poids à son action politique, Solsoc intègre également des plates-formes thématiques ou régionales aux côtés d'autres ONG et de mouvement sociaux belges.



LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE 2017

- 7/5** Stands présentant la campagne des 50 ans de l'occupation en Palestine à l'occasion de Running for Palestine / 10 km Liège
- 8/5** événement de lancement du documentaire 360° « Du Fleuve à la Mer » sur la jeunesse palestinienne
- 28/5** Solsoc a tenu des stands présentant la campagne des 50 ans de l'occupation en Palestine à l'occasion de Running for Palestine / 20 km de Bruxelles
- 12/09** Solsoc a tenu un stand de présentation du documentaire « Du fleuve à la Mer » sur la jeunesse palestinienne lors de la Journée des femmes déléguées de la FGTB
- 9/10** séminaire « La démocratie en RDC : des hommes et des femmes s'expriment » au Parlement fédéral coorganisé par Solsoc et la Plateforme Afrique centrale du CNCD-11.11.11., accueilli et introduit par Stéphane Crusnière, député PS à la Chambre.
- 13/3** Soirée sur la Solidarité Internationale. Projection du documentaire « Des citoyens en marche » et expo photos « Creuseurs du Katanga » à Bruxelles.
- 26 et 27/8** Stand dans le village des associations aux Solidarités 2017 en partenariat avec la FGTB Wallonne, le PAC, l'ABP et SETM/SESO à la citadelle de Namur sur le thème « Vivre c'est résister » en lien avec la dénonciation des 50 ans de l'occupation de la Palestine.
- 16 et 17/9** Stand commun avec FOS portant sur la thématique des 50 ans de l'occupation de la Palestine dans le Village des associations de Manifiesta en partenariat avec l'ABVV-FGTB Horval.
- Du 27/10 au 3/11** Mission d'immersion en Palestine pour une délégation de 21 personnes coordonnée par Solsoc, la FGTB Centrale Générale de Namur, la FGTB Centrale Générale Fédérale et Afico (organisation d'éducation permanente de la CG Namur).

ZOOM // ON SE MOBILISE POUR LA PALESTINE

2017 marquait la commémoration d'un triste anniversaire pour les Palestiniens: 50 ans d'occupation israélienne illégale. Solsoc a choisi de prioriser cette thématique pour ses actions de sensibilisation tout au long de l'année. Une campagne commune a été mise sur pied sur le thème des 50 ans d'occupation de la Palestine, menée conjointement par une série d'organisations dont Solsoc, l'ABP, le PAC, l'UPJB, et le CNCD- 11.11.11. Pour outiller celle-ci, Solsoc a réalisé un documentaire « Du fleuve à la Mer - une jeunesse palestinienne en quête de liberté », utilisant la technologie innovante du 360°. Une grande partie des événements auxquels Solsoc participait en 2017 entrait dans le cadre de la campagne. Citons notamment : une action visuelle au Mont des Arts à Bruxelles le 6 juin pour commémorer la guerre israélo-arabe de 1967, le concert du chanteur palestinien Tamer Nafar le 2 décembre à l'Espace Magh, ainsi que notre participation aux Solidarités 2017 sous le chapiteau de la FGTB Wallonne et à Manifiesta avec la FGTB Horval. Le documentaire 360° « Du Fleuve à la Mer » a été un des outils phares de la caravane Palestine aménagée par l'ABP qui a sillonné toute la Wallonie et ses festivals en 2017, et a été visionné par plus de 500 personnes !

En parallèle à la campagne des 50 ans de l'occupation, Solsoc a démarré en 2017 un étroit partenariat avec la FGTB Centrale Générale de Namur autour de la Palestine. Différentes activités étaient planifiées autour de ce partenariat, mais une activité phare consistait en une semaine de voyage d'immersion en Palestine pour découvrir la réalité sociopolitique complexe de la région pour un groupe de 19 personnes de la FGTB, dont principalement des délégués en entreprises. Pour l'organisation de cette mission, nos partenaires palestiniens étaient directement impliqués, prenant chacun en charge l'organisation de toute une journée de visite. Une expérience marquante et unanimement saluée !



LA RÉCOLTE DE FONDS



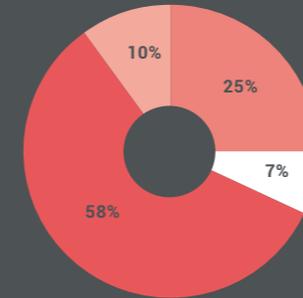
La stratégie de récolte de fonds à destination des donateurs individuels s'est poursuivie en 2017. Le travail consiste en la fidélisation, le suivi et le recrutement des donateurs individuels, la coordination de l'Opération 11.11.11, la coordination de l'action cartes de vœux et de Running For Palestine, et d'autres événements. Pour 2017, Solsoc a délivré 294 attestations fiscales, pour un montant de **70.099,78 €**.

NOS DIVERS ÉVÉNEMENTS DE RÉCOLTE DE FONDS :

- Le 1^{er} mai FGTB à Bruxelles : les bénéfices liés à la gestion du bar se sont montés à **1.702 €**.
- L'équipe Solsoc Running for Palestine a participé au Jogging de Liège et aux 20 km de Bruxelles : on dénombrait 33 inscrits à Liège et 29 participants à Bruxelles, pour un bénéfice net de **1.710 €**.
- Le 8 mai a eu lieu la soirée de lancement du documentaire « Du Fleuve à la Mer » ; elle a rapporté **quelques centaines d'euros**.
- Le 14 octobre, Solsoc a organisé un Blind Test musical : bilan **410 €** de bénéfice.
- La vente de nos cartes de vœux a rapporté de **plus de deux mille euros**.
- À l'occasion de l'Opération 11.11.11, diverses ventes ont été organisées, notamment à l'UNMS, dans les cabinets ministériels de la Fédération Wallonie-Bruxelles et via la FGTB de Liège et Bruxelles. L'équipe s'est également mobilisée en novembre pour la vente « grand public » : cela nous permet de recevoir **52.887€** de fonds pour alimenter notre programme Sud. Le CEPAG, via les ventes organisées avec le concours de la FGTB Wallonne, a obtenu, quant à lui, **41.630 €**.

MERCI À TOUTES CELLES ET CEUX QUI NOUS ONT SOUTENU(E)S !

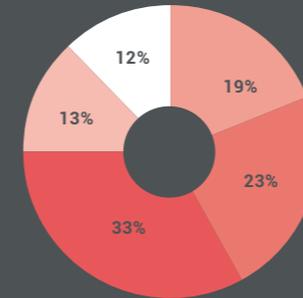
FINANCES



FINANCEMENT DU PROGRAMME ET FRAIS DE STRUCTURE

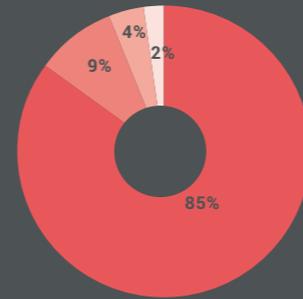
- VOLET SUD ▶ 58% ▶ 2.395.551,20 € *
- STRUCTURE SOLSOC ▶ 25% ▶ 1.020.468,15 €
- EVALUATION ET SUIVI DES PROGRAMMES (COÛTS DE GESTION) ▶ 10% ▶ 432.026,38 €
- VOLET NORD ▶ 7% ▶ 289.307,41 €
- TOTAL CHARGES ▶ 4.137.353,14 €**

* 58% des fonds sont directement transférés à nos partenaires sud pour la mise en œuvre des programmes.



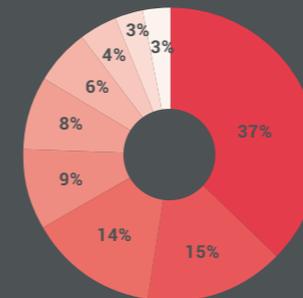
RÉPARTITION DES FINANCEMENTS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

- AFRIQUE CENTRALE ▶ 33% ▶ 1.014.190,23 €
- BELGIQUE ▶ 23% ▶ 721.333,79 €
- AMERIQUE LATINE ▶ 19% ▶ 591.207,72 €
- AFRIQUE DE L'OUEST ▶ 13% ▶ 414.954,47 €
- AFRIQUE DU NORD ET PROCHE ORIENT ▶ 12% ▶ 374.381,86 €
- TOTAL ▶ 3.116.068,07 €**



PROVENANCE DES FONDS AFFECTÉS AU PROGRAMME

- DGD ▶ 85% ▶ 2.649.319,56 €
- FONDS PROPRES SOLSOC ▶ 9% ▶ 270.783,62 €
- WBI ▶ 4% ▶ 120.610,86 €
- RÉGION BX ▶ 2% ▶ 73.170,95 €
- PROVINCES ET COMMUNES ▶ 0% ▶ 3.000,00 €
- TOTAL ▶ 3.116.884,99 €**



SOURCES DE FINANCEMENT PRIVÉES

- FGTB - SYNDICATS ▶ 37% ▶ 249.166,90 €
- UNMS ▶ 15% ▶ 100.000,00 €
- FED. SOLIDARIS - MUTUALITÉS ▶ 14% ▶ 97.686,00 €
- DONS SOLSOC ▶ 9% ▶ 61.140,38 €
- AUTRES (OP.RÉC. DE FDS, FAHPGM,...) ▶ 8% ▶ 52.687,71 €
- GROUPES PARLEMENTAIRES ▶ 6% ▶ 40.000,00 €
- P&V ASSURANCES ▶ 4% ▶ 30.000,00 €
- MULTIPHARMA ▶ 3% ▶ 23.000,00 €
- FONSOC ▶ 3% ▶ 22.310,00 €
- TOTAL ▶ 675.990,99**

